

# « COLONISER LE CANAL, OU CANALISER LE COLONEL... »

CLAUDE CARTIGNY \*

Cette formule, prêtée à un diplomate français à la mi-septembre 1956, ne reflète que partiellement l'état d'esprit des milieux dirigeants franco-anglais de époque. En effet, s'il s'agissait bien pour eux de « coloniser le canal », ou plutôt de le « recoloniser », ils voulaient plus que « canaliser » le colonel. Il s'agissait en fait pour eux de provoquer la chute du colonel Nasser et le renversement de son régime, assimilé à rien moins que le régime hitlérien... Pour la France et la Grande-Bretagne, la coupe était pleine et le Rais ne les avait déjà que trop humiliées.

Le 26 juillet 1956, jour anniversaire de la déposition du roi Farouk par le général Néguib et le groupe des « officiers libres »<sup>1</sup>, devant 250 000 personnes venues l'écouter à Manchiya, fort de son prestige tout neuf gagné à Bandung, le colonel Nasser s'était fait le porte-parole des pauvres et des exploités du monde. Il n'avait pourtant fait que reprendre une vieille revendication historique déjà exprimée par le vice-roi Ismaïl en 1869 : « Que le canal soit à l'Égypte, et non l'Égypte au canal. »<sup>2</sup> Mais cette fois, les dirigeants égyptiens passaient aux actes. Un Nasser souriant, sûr de lui, et même ponctuant parfois son discours de grands éclats de rire qui allaient retentir dans tout le « Tiers Monde » naissant, annonça la fin de la domination franco-anglaise sur la gestion du canal : « Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. La compagnie est une société anonyme égyptienne, et le canal a été creusé par 120 000 Égyptiens qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux. La société du canal de Suez à Paris ne cache qu'une pure exploitation [...] Nous irons de l'avant pour détruire une fois pour toutes les traces de

---

\* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

<sup>1</sup> Comprenant notamment le colonel Gamal Abdel Nasser et le lieutenant-colonel Anouar El Sadate.

<sup>2</sup> Voir Éric Rouleau, « *Manière de voir* » n° 87, juin-juillet 2006, article repris de septembre 1956.

l'occupation et de l'exploitation. [...] Nous construisons notre édifice en démolissant un État qui vivait à l'intérieur de notre État.»<sup>3</sup>

Compte tenu des mentalités néo-colonialistes régnant à Paris et à Londres, ce discours et cette décision ne pouvaient être perçus que comme des provocations. Après deux années de relations tumultueuses avec le régime du colonel Nasser et des « officiers libres », l'épreuve de force était désormais inévitable.

## **L'Égypte au cœur de nombreux conflits**

Pour reprendre l'expression de l'historien Marc Ferro<sup>4</sup>, l'Égypte d'alors se trouvait à la confluence de plusieurs « zones conflictuelles ». En premier lieu, elle se trouvait prise, malgré elle, dans les enjeux de la guerre froide ; ensuite, elle se trouvait au premier plan des politiques de décolonisation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (du moins les dirigeants français le croyaient-ils) ; en troisième lieu, l'Égypte constituait la force arabe principale dans le conflit israélo-arabe déclenché en 1948 par la création de l'État d'Israël.

156

Au début des années 50, la guerre froide battait son plein. Les États-Unis étaient obsédés – surtout après la tentative de nationalisation des pétroles iraniens – par l'idée de bloquer l'avance soviétique vers le sud et les « mers chaudes ». Foster Dulles, obsédé par sa « pactomanie », comptait sur la Grande-Bretagne pour édifier un Pacte de Bagdad comprenant l'Iran, l'Irak, l'Égypte, la Jordanie, la Turquie et le Pakistan.

Dans cette optique, la révolution des colonels apparaissait aux yeux des Américains comme un moindre mal, une alternative plutôt bienvenue à la percée du communisme dans cette région du monde. Il ne manifestait en effet aucune sympathie pour les idées marxistes. Il avait interdit le Parti communiste égyptien et pouvait donc être considéré comme un partenaire.

Pourtant, deux types de problèmes vinrent bientôt envenimer les relations. Après un raid israélien sur Gaza en février 1955, Nasser avait demandé aux Américains pour 27 milliards de dollars de livraisons d'armes. Ceux-ci exigèrent un paiement cash, sachant très bien que c'était hors de portée des finances égyptiennes. Ils prétextèrent également l'opposition de Churchill, qui ne voulait pas voir l'Égypte réarmée tant que des troupes britanniques stationnaient dans la zone du canal. Nasser, qui avait pris contact avec les

---

<sup>3</sup> Voir le dossier spécial d'« Al Ahram Hebdo », n° 620 du 26 juillet 2006.

<sup>4</sup> Voir son ouvrage fondamental, *1956, Suez*, Éditions Complexe, réédition 2006.

Soviétiques par l'intermédiaire de Chou En-lai à Bandung, annonça le 22 mai 1955 à l'ambassadeur américain la livraison d'armes « tchèques », en réalité des armes soviétiques n'ayant fait que transiter par la Tchécoslovaquie.

Après avoir menacé l'Égypte inutilement de multiples sanctions, les États-Unis tentèrent de se placer sur un autre terrain : celui du développement et de l'aide économique. Dulles savait que les Égyptiens rêvaient de la construction d'un grand barrage à Assouan, sans avoir les moyens de le réaliser. Il aurait fallu au moins 400 millions de dollars en devises fortes. La Banque mondiale était prête à en financer la moitié si le reste était fourni par d'autres prêteurs. Nasser était à ce moment lui aussi favorable à un financement essentiellement occidental. Mais la Banque mondiale exigeait aussi en revanche un droit de contrôle sur les finances de l'État égyptien, et cela rappelait fâcheusement les années 1880, quand l'Égypte s'était laissée vassaliser par la France et l'Angleterre.

Aux États-Unis, on s'impatientait. On considérait que Nasser avait multiplié les gestes « inamicaux » : reconnaissance de la République Populaire de Chine, constitution d'un Pacte anti-Bagdad avec le Yémen et la Syrie, conversations en vue de la formation d'un commandement militaire unique égypto-syrien, ouverture de négociations avec l'URSS sur Assouan, celle-ci proposant alors cinquante millions de dollars. Fait très important pour l'avenir et qui explique en grande partie l'attitude américaine future durant la crise, Dulles commanda alors à l'*Office of Oil and Gas* du Département d'État une étude envisageant la fermeture du canal par les Égyptiens. L'étude concluait que l'Europe pourrait continuer à être approvisionnée même dans ce cas extrême par la route du Cap et surtout par des achats complémentaires de pétrole américain. Les compagnies américaines y trouveraient même donc un avantage financier.

Le 19 juillet 1956, Foster Dulles annonça donc qu'il retirait son offre de prêt, en citant « l'état déplorable de l'économie » égyptienne. L'Angleterre fit de même deux jours plus tard, suivie par la Banque mondiale. Tous les prêteurs occidentaux faisaient donc défection. Le 26, Nasser annonçait qu'il nationalisait le canal et que Suez paierait Assouan.

Le coup fut encore plus durement ressenti à Londres qu'à Washington. Depuis la fin de la guerre mondiale, la Grande-Bretagne était placée face à son déclin. Après l'abandon des Indes, l'évacuation de l'Égypte paraissait inéluctable. Dès 1947, les Anglais avaient évacué Le Caire et le traité anglo-égyptien du 27 juillet 1954 avait prévu l'évacuation de la zone du canal avant deux ans. Celle-ci se réalisa sans retard, et fut même réalisée avant l'échéance convenue.

Pourtant les relations entre les deux pays demeurèrent tendues. Le maintien d'un personnel civil britannique dans la zone du canal pour y gérer et y animer le trafic était ressenti par les Égyptiens comme une survivance inacceptable de l'ancienne dépendance coloniale.

Surtout, les Égyptiens étaient fortement indisposés par la fameuse « clause turque » du traité, à tel point que le jour de sa signature, Nasser présentait le visage de quelqu'un qui vient de subir une défaite <sup>5</sup>. En effet, le traité prévoyait qu'Ismaïlia pourrait être réoccupée militairement par les Anglais en cas de menace – sous-entendu soviétique – sur un pays de la Ligue arabe ou sur la Turquie. C'était oublier l'Histoire, oublier que le Turc avait été pendant des siècles l'opresseur des Arabes et que l'Égypte de Méhmet Ali avait été la première, dès 1833, à indiquer la voie de la lutte contre cette oppression.

En outre, cette clause revenait à amarrer l'Égypte à l'Occident dans la guerre froide, à se porter militairement garante de la défense de Suez contre les Soviétiques, et il n'entraînait précisément pas dans la vision du monde de Nasser de prendre parti pour un camp contre l'autre.

158

Enfin, l'Égypte et l'Angleterre s'opposaient sur la mise en place du Pacte de Bagdad. Ce pacte était voulu par Foster Dulles, qui comptait sur les Anglais pour le constituer. Là encore on méprisait l'Histoire. L'Angleterre comptait de son côté sur l'Irak de son vieil ami Noury Saïd. C'était ignorer la rivalité séculaire entre Le Caire et Bagdad pour incarner la grandeur de l'Islam arabe. L'Égypte avait sauvé dans le passé le monde arabe contre les Mongols et les Croisés. Elle ne pouvait pas aujourd'hui entrer dans une alliance où elle jouerait les seconds rôles derrière les Irakiens (considérés comme des traîtres en fonction de leur allégeance légendaire à l'Angleterre), les Turcs et les Perses.

Pour Nasser, le Pacte était une tentative de diviser le monde arabe. Il l'avait dit clairement : « Je ne veux entrer dans aucun pacte avec une grande puissance. L'idée du Pacte mène à la division du monde arabe, elle isole l'Égypte et met en danger l'Unité arabe » <sup>6</sup>, avait-il répondu à Eden en février 1955. A l'opposé de cette division redoutée, Nasser professait une sorte de « panarabisme » – l'expression n'a jamais été utilisée par lui – englobant à la fois le cercle des pays arabes et le cercle des pays musulmans, voire l'ensemble des pays africains. Mal

---

<sup>5</sup> Voir Jean Lacouture, « Nasser », Paris 1971.

<sup>6</sup> Cité par Marc Ferro dans son ouvrage.

interprétée par les Franco-Britanniques, cette vision fut comprise comme une visée hégémonique, expansionniste et agressive, à l'instar de ce qu'avait été la politique allemande des années 30. L'expression « nouvel Hitler » pour stigmatiser Nasser fit donc florès dans les médias et chez les politiques occidentaux durant la crise de Suez. Un homme comme Anthony Eden, adversaire de l'« apeasement » au moment de Munich, était hanté par l'idée d'apparaître face à Nasser comme un « nouveau Chamberlain »...

Face au Pacte de Bagdad, l'Égypte avait donc allumé des contre-feux. La Jordanie hachémite de Hussein constituait le point faible du dispositif anglais. La radio égyptienne « La voix des Arabes » joua un grand rôle dans la dénonciation des « valets de l'impérialisme ». Assiégé par la révolte populaire, le roi Hussein dut annoncer le 13 décembre 1955 qu'il renonçait au Pacte de Bagdad. Le 1<sup>er</sup> mars 1956, alors qu'il dînait avec Nasser au Caire, le nouveau secrétaire au Foreign Office Selwyn Lloyd apprit que le roi Hussein venait de limoger le chef de sa Légion arabe, Glubb Pacha, un Anglais arabisé gage de l'allégeance du royaume hachémite à la Couronne britannique. Quelques semaines plus tard, le 10 avril 1956, l'Égypte concluait un pacte d'assistance avec le Yémen, qui complétait la mise en place d'un commandement commun égypto-syrien en octobre 1955. Ainsi, non seulement l'Égypte n'adhérait pas au Pacte de Bagdad, comme l'Angleterre avait cru possible de l'y pousser, mais elle avait « débauché » le roi Hussein tout en continuant ses violentes attaques verbales contre Noury Saïd et surtout elle mettait en place un véritable Pacte anti-Bagdad. De l'« irritation », Londres était donc passée à l'« inquiétude ». Avant d'annoncer son intention de nationaliser le canal, Nasser avait demandé à son ami et ministre de l'Information Mohammed Heikal d'évaluer les réactions britanniques. La nationalisation du canal touchait un point sensible de la puissance britannique. Un tiers de la flotte marchande passait par le canal, et depuis Disraeli, la majorité des parts de la compagnie était anglaise. Nasser agit donc en toute connaissance de cause : la réaction d'Eden serait violente, et entraînerait certainement la participation de la France...

Les dirigeants français avaient en effet leur propre contentieux avec le Raïs. Pourtant, lors de la mise en place du gouvernement de Front républicain de Guy Mollet le 29 janvier 1956, rien ne semblait devoir opposer la France à l'Égypte de Nasser. Le nouveau Président du conseil et son ministre des Affaires étrangères Christian Pineau affirmaient leur volonté de tenir la balance égale entre les deux grandes puissances et de se rapprocher des nations ex-colonisées. Ils étaient également hostiles au Pacte de Bagdad, mis en place sans l'assentiment de la France, et menaient plutôt au Moyen-Orient une

politique « anti-anglaise ». Dès février 56, Pineau avait rencontré Nasser de manière apparemment « fortuite » pour solliciter ses bons offices dans le but de prendre langue avec le FLN algérien. A cette époque, les dirigeants français ne voyaient aucun lien évident entre l'insurrection algérienne et des États du monde arabe<sup>7</sup>, même si certains signes de soutien égyptien avaient déjà été décelés<sup>8</sup>. Quelques mois plus tard, la situation était complètement retournée et une nouvelle évaluation du problème algérien avait conduit les dirigeants français à considérer Nasser comme l'ennemi n° 1, avant même qu'il ne nationalisât le canal.

Dès avril 1955, Nasser avait permis au FLN de faire son entrée sur la scène internationale en invitant ses délégués, Hocine Aït Ahmed et Mohammed Yazid, à participer comme observateurs à la conférence de Bandung. Depuis il donnait le ton également à l'ONU, en soulevant régulièrement la « question » algérienne. Pourtant, lors de son entretien avec Pineau, Nasser avait assuré qu'aucun Égyptien ne se trouvait en Algérie et qu'aucun membre du FLN n'était entraîné en Égypte. Mais il y avait bien dès cette époque une aide militaire égyptienne à la révolution algérienne passant par la Libye<sup>9</sup>. Les services secrets français en avaient fait état, moins par souci de vérité que pour embarrasser politiquement le gouvernement de Front républicain, notamment Mollet et Pineau.

Après les massacres de Philippeville en août 1955, et surtout « la journée des tomates » du 6 février 1956, au cours de laquelle Guy Mollet s'était fait conspuer à Alger par une population française lui reprochant de vouloir « brader » l'Algérie, les dirigeants français s'étaient peu à peu laissé naïvement convaincre que la main de Nasser était derrière l'insurrection, et qu'il n'y avait donc qu'à couper le « cordon ombilical » avec l'Égypte pour régler tous les problèmes en Algérie. Le gouverneur général Jacques Soustelle était persuadé que les événements de Philippeville étaient l'œuvre d'« agitateurs » égyptiens. Une fois Nasser abattu, l'insurrection algérienne pourrait être réduite à son tour facilement...

L'annonce de la nationalisation provoqua l'indignation à Paris, où se situait le siège de la Compagnie. Conçu par Ferdinand de Lesseps, le canal n'était-il pas partie intégrante de « l'œuvre » de la France ? N'avait-il pas été inauguré en 1869 par l'impératrice Eugénie en personne ? A l'exception de *L'Humanité* et du Parti

---

<sup>7</sup> Témoignage direct de Jacques Chaban-Delmas à Marc Ferro.

<sup>8</sup> Voir Jacques Soustelle, *Aimée et souffrante Algérie*, Paris 1956.

<sup>9</sup> Voir Mohammed Harbi, *Archives de la révolution algérienne*, Paris 1982.

communiste, de *Témoignage chrétien* et des milieux mendésistes (*L'Express*, *France-Observateur*), toute la presse et tous les milieux politiques se déchaînèrent contre le « nouvel Hitler », contre « Ubu colonel » selon Pascal Pia.

### **Comment en finir avec Nasser ?**

A Londres et à Paris, on n'envisagea jamais d'autre solution que la capitulation du Raïs. Eden et Mollet en avaient fait une affaire personnelle. Au début, on crut pouvoir compter sur la bonne volonté américaine. Devant le ministre de la Défense Maurice Bourgès-Maunoury et son directeur de cabinet Abel Thomas<sup>10</sup>, Foster Dulles aurait laissé entendre qu'il couvrirait une opération militaire. Eden était persuadé, après avoir rencontré le sous-secrétaire d'État Robert Murphy, que les États-Unis se contenteraient de « surveiller l'ours russe » tout en laissant les mains libres aux Franco-Anglais. Au moment où les dirigeants français voyaient dans la crise de Suez un excellent moyen de retourner la situation à leur avantage en Algérie, et où les dirigeants anglais y voyaient une opportunité de reprendre la main dans les pays arabes après une série d'échecs, ils ne s'étaient pas aperçus que les Américains ne leur faisaient plus confiance pour défendre les positions de « l'Occident » dans cette partie du monde et comptaient bien prendre la relève.

L'assurance des Franco-britanniques fut douchée dès le 30 juillet 1956, lorsque dans un message à Eden, le président Eisenhower assura que selon lui, à Suez, Nasser « n'avait pas violé le droit des gens ». Dulles revint à Londres pour y rencontrer Eden et Pineau et affirmer cette fois l'opposition des États-Unis à toute intervention armée. Dans le même temps, Dulles assura le ministre des Affaires étrangères soviétique Dimitri Chepilov que la négociation l'emporterait sur une solution de force<sup>11</sup>. Dans cette optique, les Américains proposèrent d'internationaliser le problème en créant une association des usagers du canal (SCUA) qui aurait en fait dessaisi les Franco-Britanniques de leur capacité d'agir. Soucieux de préserver la souveraineté égyptienne, Nasser put se permettre de refuser cette initiative, puisque Dulles avait de toute façon précisé que la SCUA n'exercerait pas ses droits par la force. A ce stade, la

---

<sup>10</sup> Très lié à Shimon Pérès et au lobby pro-israélien, Abel Thomas livra d'importants secrets nucléaires à Israël. Voir à ce sujet Mikhael Karpin, *Yedot Aharonot*, 29/09/2001.

<sup>11</sup> Voir Richard Neustadt, *Alliance Politics*, Columbia 1971.

position américaine était telle qu'elle rendait hasardeuse toute intervention militaire.

Pourtant, celle-ci était bien dans les cartons des Franco-Britanniques. Sous le nom de code de « *Mousquetaire* », ceux-ci avaient prévu un débarquement à Port-Saïd – plus près du canal qu'Alexandrie et donc jugé plus « légitime » politiquement aux yeux de l'étranger – suivi d'une marche sur Le Caire afin de faire tomber Nasser et de le remplacer par le général Néguib ou par un membre du WAFD, parti discrédité en raison de sa modération envers l'Angleterre et la monarchie égyptienne et interdit par Nasser dès 1953. Finalement, dans « *Mousquetaire révisé* », on considéra qu'il ne serait pas nécessaire d'aller jusqu'au Caire, Nasser étant supposé tomber dès l'annonce de la chute de Port-Saïd. Ce plan-bis « *in the pocket* », selon l'expression de l'amiral Keighley, reflétait en fait la difficulté des Franco-Britanniques à réunir, à Alger, Malte et Chypre, les forces nécessaires à une action de grande envergure.

Dans le même temps, les Français s'employèrent activement à faire entrer en jeu un autre acteur, Israël, qui paraissait un excellent allié de revers et qui caressait depuis longtemps l'idée d'une guerre préventive contre l'Égypte de Nasser. Pour le Premier ministre Ben Gourion et pour le chef d'état-major de l'armée, le général Dayan, une telle guerre permettrait de mettre fin aux raids des fedayins palestiniens et, par la conquête du Sinaï, d'assurer la liberté de navigation dans le golfe d'Aqaba, dont l'Égypte venait de resserrer encore le blocus en septembre 1956. Ben Gourion considérait que Nasser manipulait le monde arabe et qu'il était l'ennemi principal d'Israël. L'idée d'associer Israël à l'opération devint donc pour les dirigeants français l'évidence même. Dès le 7 août 56, Shimon Pérès<sup>12</sup>, directeur général du ministère israélien de la Défense, avait répondu à Bourgès-Maunoury qu'il ne fallait que cinq à sept jours pour que son armée soit prête. Des conversations militaires se poursuivirent entre Français et Israéliens à St-Germain-en-Laye dans la première quinzaine d'octobre. Restait à obtenir l'accord des Anglais. En effet, la politique britannique avait toujours été, depuis l'évacuation de la Palestine, hostile à Israël, et les Anglais étaient très soucieux de leurs intérêts dans le monde arabe et ne voulaient pas se « souiller » en collaborant trop ouvertement avec Israël. Le 15 octobre, le général Challe, chef de l'état-major des armées, se rendit aux *Chequers* pour convaincre Eden et Lloyd. Il leur expliqua que les Franco-Britanniques occuperaient la zone du canal, les

---

<sup>12</sup> Shimon Pérès avait déjà à ce moment négocié avec Abel Thomas la livraison d'importantes quantités d'armes françaises à Israël.

Israéliens le Sinaï tandis qu'on laisserait aux Égyptiens le delta du Nil. Impressionné par la résistance américaine et en quête d'alliés, « *Good idea* » aurait répondu Eden, et Challe revint persuadé d'avoir obtenu l'accord des Anglais<sup>13</sup>.

Le 22 octobre, les « Conventions de Sèvres » scellèrent les conditions de la participation israélienne à une entreprise présentée comme purement franco-anglaise. Elles ne furent discutées qu'entre Français et Anglais, ceux-ci n'ayant toutefois envoyé que le sous-secrétaire permanent au *Foreign Office* Dean. Les Israéliens furent tenus apparemment à l'écart et ne reçurent qu'une copie des conventions. Ils étaient pourtant parvenus à leurs fins. Les Anglais s'étaient finalement ralliés au plan franco-israélien, mais en y mettant des conditions particulièrement machiavéliques.

D'abord, les Anglais tenaient à ce que ce soit les Israéliens qui prennent l'initiative des opérations militaires. Celles-ci devaient se présenter sous la forme d'une offensive de grande envergure dans le Sinaï, afin que l'Angleterre puisse invoquer pour intervenir les clauses du traité anglo-égyptien d'octobre 1954. Ensuite, ils tenaient à l'idée du double ultimatum, lancé à la fois aux Égyptiens et aux Israéliens. Ainsi l'Angleterre pourrait condamner Israël à l'ONU, apparaître comme neutre et ne pas être soupçonnée de collusion. Enfin, Eden avait bien précisé à Pineau que l'Angleterre s'opposerait par la force à l'État juif si celui-ci tentait de franchir le canal. Les deux rives ne devaient être occupées que par les Franco-Britanniques. De même, l'Angleterre utiliserait la force si Israël tentait de s'en prendre à son protégé jordanien<sup>14</sup>. Comble de la ruse, Dean proposa même à Sèvres que les Franco-Britanniques bombardent à la fois les aérodromes égyptiens et israéliens, ce qui provoqua la stupeur et la colère de Ben Gourion. Ultime ruse, dans une lettre adressée à Christian Pineau le 23 octobre, dès le lendemain des conventions, Lloyd soulignait qu'il n'avait pas demandé au gouvernement israélien d'entreprendre quelque action que ce soit...

### **L'aventure...**

Les conventions de Sèvres prévoyaient que les Israéliens lanceraient l'opération « *Kadesh* » le 29 octobre. L'opération « Mousquetaire » serait mise en place 36 heures plus tard et le débarquement était prévu pour le 6 novembre. L'idée était de ne procéder au débarquement qu'après une longue phase aérienne,

---

<sup>13</sup> Voir Jacques Berque, *L'Égypte, impérialisme et révolution*, Paris 1967.

<sup>14</sup> Voir Abd El Malek, *L'Égypte, société militaire*, Paris 1962.

une fois que la résistance égyptienne aurait été réduite à peu de chose. Au plan diplomatique, les dirigeants franco-anglais pensaient être tranquilles du côté soviétique, l'URSS étant trop préoccupée par les événements qui affectaient la Hongrie en ce mois d'octobre 56, ainsi que du côté américain, puisque le 6 novembre correspondait justement aux élections présidentielles. Pourtant, Chepilov ne cessait de dénoncer les « menées impérialistes », et Dulles avait prévenu le 8 octobre qu'il ne laisserait pas ouvrir le canal à coups de canon.

Depuis le début du mois d'août, les militaires français et anglais rongeaient leur frein. Les atermoiements politiques et diplomatiques finissaient par miner les préparatifs opérationnels. Avec « *Mousquetaire révisé* », les objectifs de l'opération contre Nasser se réduisaient encore et le général Beaufre, désigné comme commandant du corps expéditionnaire français, craignait que la montagne n'accouchât finalement d'une souris.

Pourtant, au début, tout se déroula comme prévu. L'offensive israélienne prit les Égyptiens totalement au dépourvu, *Tsahal* occupa le Sinaï en quelques heures, et l'armée égyptienne se débanda. Comme prévu également, les Franco-Britanniques envoyèrent leur double ultimatum. Israël y obtempéra et cessa ses opérations puisque son but stratégique, l'occupation du Sinaï, avait été atteint. Bien entendu, l'Égypte, victime de l'agression et amputée d'une partie de son territoire, le rejeta. Sur l'aérodrome du Caire les *Mig* furent détruits par l'aviation israélienne avant d'avoir pu s'envoler, faute de pilotes entraînés. Quant aux missiles anti-chars israéliens, ils firent peu de cas des T-34 livrés par la Tchécoslovaquie, ouvrant ainsi une nouvelle page de l'histoire militaire. En dépit de sa rhétorique coutumière sur « l'encerclement » du pauvre petit État par les masses arabes, Israël démontra une fois de plus qu'il pouvait l'emporter seul contre n'importe quel État arabe.

Ce qui n'avait pas été prévu, c'est que la défaite militaire de Nasser n'avait pas provoqué sa chute. Au contraire, partout en Égypte, des manifestations populaires l'encourageaient à résister, et aux yeux de beaucoup de pays du monde, notamment les *Dominions*, il faisait figure de martyr. S'attendant à une intervention franco-britannique, Nasser regroupa les forces qui lui restaient dans le delta et porta le problème devant l'ONU. Conscient de son infériorité militaire, sa stratégie consistait à gagner du temps et à éviter de combattre.

Ce qui n'avait pas été prévu non plus, c'est que les stratèges français et anglais, à force d'astuces, finiraient par se piéger eux-mêmes. Compte tenu de la rapidité du succès israélien, le délai prévu entre les deux opérations – 29 octobre/6 novembre – s'avérait maintenant intolérablement long. Mais la lourde machinerie de

l'armada et de son plan d'intervention ne pouvait plus être déréglée. Les Français prirent toutefois le 4 novembre l'initiative du plan « *Télescope* », un plan improvisé de parachutage massif sur Port-Saïd. Le 6 novembre, l'armada se présenta devant Port-Saïd. Seuls les destroyers ouvrirent le feu pour nettoyer les plages de débarquement. En quelques heures Port-Saïd était occupé et une colonne progressait vers Port-Fouad. Militairement, c'était un succès, mais politiquement, c'était un fiasco. Nasser ayant fait couler des navires dans le canal pour l'obstruer dès le début de l'agression israélienne, une partie des objectifs de « *Mousquetaire* », à savoir assurer la liberté de navigation dans le canal, devenait désormais caduque. Il en allait de même du double ultimatum, pièce maîtresse du dispositif diplomatique franco-anglais. Les Israéliens ayant cessé leurs opérations à 18 km du canal, et les Égyptiens ayant regroupé leurs forces dans le delta en vue d'une défense d'Alexandrie, la zone du canal se trouvait de fait libre de troupes.

Au plan diplomatique, les Franco-Britanniques avaient aussi à faire face à un véritable tir de barrage. Le 30 octobre, l'ambassadeur américain à l'ONU Henry Cabot Lodge avait présenté au Conseil de sécurité une résolution « contre toute utilisation de la force au Moyen-Orient ». Fait sans précédent dans l'histoire de l'ONU, la France et la Grande Bretagne mirent leur veto alors que l'URSS votait la motion américaine. Après une déclaration hostile d'Eisenhower dès le 2 novembre – « Les États-Unis n'ont été consultés en aucune façon à propos d'aucune phase des actions ainsi engagées [...] et ils n'en avaient pas été informés à l'avance »<sup>15</sup> –, le 4 novembre, Cabot Lodge fit donc passer une résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat devant l'Assemblée générale, qui la vota par 64 voix contre 5.

De son côté, le Président du Conseil des ministres soviétique, le maréchal Boulganine, avait déclaré : « Le gouvernement soviétique est pleinement résolu à recourir à l'emploi de la force pour écraser les agresseurs et rétablir la paix en Orient. »<sup>16</sup>. Il s'était même déclaré prêt à utiliser « toutes les formes modernes d'armes destructrices s'il n'était pas mis fin à l'expédition ». Certes, il s'agissait là d'un bluff. En réalité, les Soviétiques avaient été pris par surprise. Informé par son ambassade à Washington, Khrouchtchev savait que les Américains n'étaient pas prêts à déclencher une guerre pour renverser Nasser, et il pensait par conséquent que Français et

---

<sup>15</sup> Voir <http://hypo.ge-dip.etat-ge.ch/www/cliotexte/html/crise.suez.1956.html>

<sup>16</sup> Même source.

Anglais n'oseraient jamais se lancer seuls. Entre le 23 octobre et le 4 novembre, les Soviétiques menèrent deux interventions armées en Hongrie pour venir à bout du gouvernement d'Imre Nagy et de l'insurrection. Les mains liées en Hongrie et incapable de faire quoi que ce soit, Khrouchtchev ne trouva rien de mieux que de brandir la menace nucléaire, un comportement téméraire dont il allait plus tard se montrer coutumier<sup>17</sup>. Plus que les menaces soviétiques, ce fut Eisenhower qui sauva Nasser.

Cependant, alors qu'une colonne se dirigeait sans rencontrer de résistance en direction de Suez, Londres et Paris se soumièrent aux injonctions de l'ONU, de Washington et de Moscou. Après quelques heures d'opérations seulement, l'ordre était donné de suspendre immédiatement « *Mousquetaire* ». La décision d'arrêter l'intervention avait d'abord été prise à Londres. Eden malade, Macmillan était devenu l'homme fort du cabinet et, inquiet de la vente massive de livres sterling par les Américains, il imposa la décision. Eden abandonna les affaires publiques. A Paris, on quémanda un report de deux heures du cessez-le-feu. On pensa même à déguiser des militaires israéliens sous uniforme français, mais le président René Coty estima que les choses avaient assez duré.

### « Un Dien Bien Phu diplomatique »<sup>18</sup>

Le propos résume bien la situation d'alors. Loin d'avoir abattu le Raïs, l'expédition de Suez avait fait de lui le héros du monde arabe. La révolution algérienne de son côté se trouva stimulée. Comme l'écrivit plus tard Ait Ahmed, « Jamais les circonstances diplomatiques [n'avaient] été aussi propices, pour la reconnaissance de la République algérienne par les pays arabes, qu'au lendemain de l'expédition de Suez »<sup>19</sup>.

L'échec de Suez détériora aussi profondément les relations franco-britanniques. Pour les deux pays, on l'a vu, les enjeux n'avaient pas été les mêmes. Alors que les Français avaient pour principal souci l'Algérie, les Anglais avaient mis dans la balance l'ensemble de leur politique arabe. Ceux-ci reprochaient maintenant aux Français de leur avoir forcé la main, alors que ces derniers reprochaient volontiers aux Anglais d'avoir freiné et compromis le

---

<sup>17</sup> Voir James Goldgeier, « Russian Roulette », *The Moscow Times*, 06/10/2006.

<sup>18</sup> Formule de François Mauriac, rapporté par Marc Ferro, ouvrage cité, p. 89.

<sup>19</sup> Hocine Ait Ahmed, *La guerre et l'après-guerre*, Paris 1964.

succès de l'opération. Par crainte que la Tunisie ne suive l'exemple de Nasser et demande des armes à Moscou, Macmillan arma Bourguiba, et une partie de ces armes passa immédiatement au FLN, ce qui rendit évidemment les Français furieux. De son côté, le président Kennedy, plus tard, ne fut pas avare de bonnes paroles à l'endroit du FLN, non sans arrière-pensées concernant le pétrole du Sahara. Cet isolement de la France vis-à-vis des puissances atlantiques la poussa peu à peu à regarder vers l'Allemagne fédérale.

Pour la Grande-Bretagne, l'affaire de Suez signifiait la perte définitive du statut de grande puissance internationale. Désormais, il était clair qu'elle ne pourrait ni ne voudrait jamais plus rien entreprendre sans l'aval des Américains. Le roi était nu, il n'y avait plus, même de façon symbolique, de puissance britannique dans le monde arabe. Le 14 juillet 1958, le coup d'État du colonel Kassem chassa Noury Saïd et les Hachémites du pouvoir en Irak, que les troupes anglaises durent quitter. La version nassérienne de l'Unité du monde arabe sembla un temps prendre corps, lorsque le 6 février 1958, l'Égypte et la Syrie proclamèrent la création de l'éphémère République arabe unie<sup>20</sup>. L'appui donné à Hussein de Jordanie constitua l'ultime vestige de la politique arabe de la Grande-Bretagne. Pour le reste, l'Angleterre poursuivit l'américanisation de sa politique, ce qui la détourna aussi durablement de la construction européenne. Selon l'expression de Dean Acheson, successeur de Foster Dulles, « Ayant perdu un empire, l'Angleterre cherche désormais un rôle ».

Le nouveau monde issu de Suez était d'abord un monde partagé entre l'URSS et les États-Unis, et d'où l'Angleterre et la France étaient exclues en tant que grands décideurs. Les États-Unis comblèrent la « défaillance » franco-anglaise en étendant leur emprise sur le Moyen-Orient. Selon l'expression de Marc Ferro, « la crise de Suez constitue, en fait, un des événements majeurs du xx<sup>e</sup> siècle ». La Première Guerre mondiale avait conduit à l'inexorable déclin de l'Europe, la deuxième avait mis fin à l'Europe en tant qu'ensemble de puissances prépondérantes. La crise de Suez a mis le point d'orgue à la prééminence de l'Europe. Elle signifia que plus jamais ni l'Angleterre ni la France n'auraient de position dominante dans le monde.

---

<sup>20</sup> Voir Samar Al Gamal, « Le premier coup d'archet », *Al Ahrām*, 26/07/2006.

# “Planète Paix”, l’information pacifiste



[www.mvtpaix.org](http://www.mvtpaix.org)

**Vous appréciez une information différente, vous défendez la liberté de la presse et la liberté d’expression, vous refusez les discours formatés, vous rêvez d’un monde plus juste et plus pacifique, abonnez-vous à Planète Paix !**

- Je m’abonne à Planète Paix et j’adhère au Mouvement de la Paix : **50 euros.**
- Je m’abonne à Planète Paix pour 1 an (10 numéros) : **28 euros** par un chèque.
- **Abonnement de soutien : 65 euro s.**

Bulletin d’abonnement à expédier avec votre règlement en chèque à Planète Paix, Maison de la Paix : 9, rue Dulcine September, 93400 Saint-Ouen.

Tél : 01 40 12 09 12. Fax : 01 40 11 57 87. Courriel : [national@mvtpaix.org](mailto:national@mvtpaix.org)

- Abonnement à Planète Paix et adhésion au Mouvement de la Paix : 50 euros
- Abonnement à Planète Paix (10 numéros) : 28 euros
- Abonnement de soutien : 65 euros